



Rapport d'analyse de protection pour la région de l'Extrême-Nord

Février 2022



Figure 1 IDPs in Yeme, Mayo Sava @UNHCR 2021

I. Environnement de protection

Dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun, en juillet 2021, le nombre de personnes déplacées internes était estimé à 357,631 et le nombre de retournés de 135,257, dont 56% de femmes. (Source : OIM/DTM July 2021). Des statistiques de population plus récentes sont en cours de préparation. La vaste majorité des déplacements forcés est causée par la situation d'insécurité et les attaques des groupes armés non-étatiques. Toutefois, une partie des déplacements sont la cause directe des affrontements intercommunautaires, notamment ceux qui ont eu lieu dans le Logone Birni en décembre dernier et qui ont engendré des mouvements importants de population au sein du Logone et Chari mais aussi vers le Mayo Danay, le Mayo Sava, le Diamare et le Mayo Kani.

Aux mois de janvier et février, les acteurs du Secteur Protection sous le lead du MINAT, du MINAS, du MINPROFF et du MINDCAF ont conduit une évaluation auprès de 14,000 PDI (3,385 ménages) récemment déplacés par le conflit communautaire du Logone Birni ainsi que ceux déjà retournés dans leur village d'origine. Si les dynamiques varient en fonction des lieux et des types de mouvements, les besoins de protection sont largement similaires à savoir : le besoin en documentation civile, le besoin de mettre en place des systèmes d'identification et référencement des cas de protection, le manque d'espaces sûrs pour les femmes, les filles et les garçons, le besoin de créer ou renforcer les structures communautaires porteuses des activités de prévention et réponse de protection. Les besoins de protection qui ressortent de cette évaluation appellent les acteurs humanitaires à étendre leurs interventions à de nouvelles zones si les financements devaient être disponibles. Ils renforcent aussi l'analyse du secteur sur le lien entre les questions de développement et paix avec les risques de protection soulevés chaque mois.



Au cours du mois de janvier, de nombreuses attaques des groupes armés (ISWAP) ont eu lieu dans le département dans les arrondissements du Logone Birni et Hile Alifa dans le département du Logone-et-Chari ; et dans plusieurs localités du Mayo Tsanaga ou notamment une école primaire a été incendiée à Talla Kashi le 12 janvier et un civil tué a Mozogo le 22 janvier. L'une des attaques répertoriées dans le département du Mayo Sava le 19 janvier a causé la mort d'un civil et un autre blessé.

Chacune de ces attaques a été accompagnée de destruction de biens et logements et ont également entraîné de nouveaux mouvements de population d'environ 700 personnes. Suite à l'attaque des GANE dans la localité de Kouyape dans le Mayo Sava, quelques 4,200 personnes ont été déplacées pendant plusieurs jours avant de réintégrer leur village.

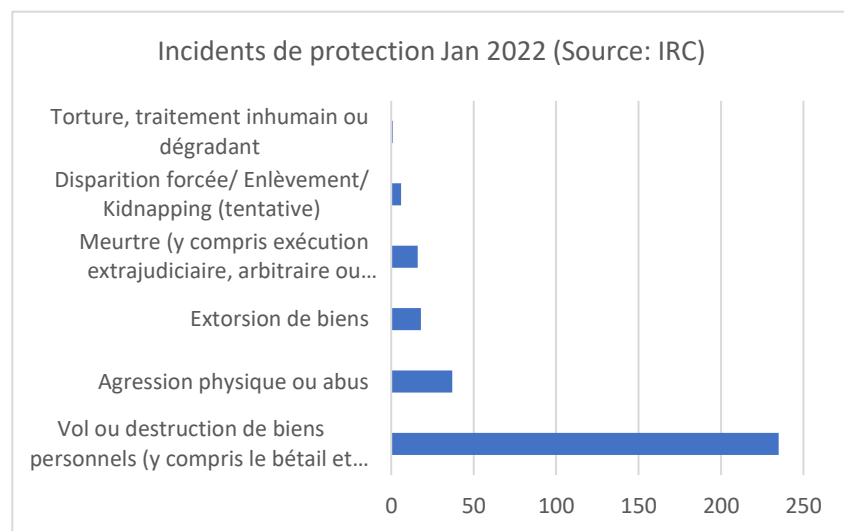
Au mois de janvier, un nombre **total de 313 incidents de protection a été rapporté par les moniteurs de protection, dont la vaste majorité reste les destructions de biens personnels (y compris le bétail et les biens immobiliers)**. En ce début d'année, il y a un changement des acteurs en charge du monitoring de protection dans la région de l'Extrême Nord avec pour conséquence que l'allocation des zones géographiques entre les partenaires. Cela peut expliquer la diminution du nombre d'incidents rapportés ce mois-ci.

Quant aux incidents de violence basée sur le genre, au cours du mois de janvier, **137 incidents ont été rapportés par les acteurs de VBG, principalement des incidents de dénis de ressources et d'opportunités** (UNFPA & IRC/GBVIMS Dashboard, janvier 2022).

II. Incidents de protection

Pour ce mois de janvier 2022, les incidents de protection rapportés à travers les acteurs de monitoring de protection sont au nombre de **313** dans les trois départements de Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari (IRC, Rapport de Monitoring de Protection, Janvier 2022)¹.

Les principaux incidents répertoriés ont été **les vols et destructions de biens personnels (75%) qui prennent place lors des attaques des GANE ; les agressions physiques et abus (12%) principalement lors de ces attaques ; extorsions de biens (6%) notamment durant les mouvements des populations. On décompte également la mort de 16 civils.**

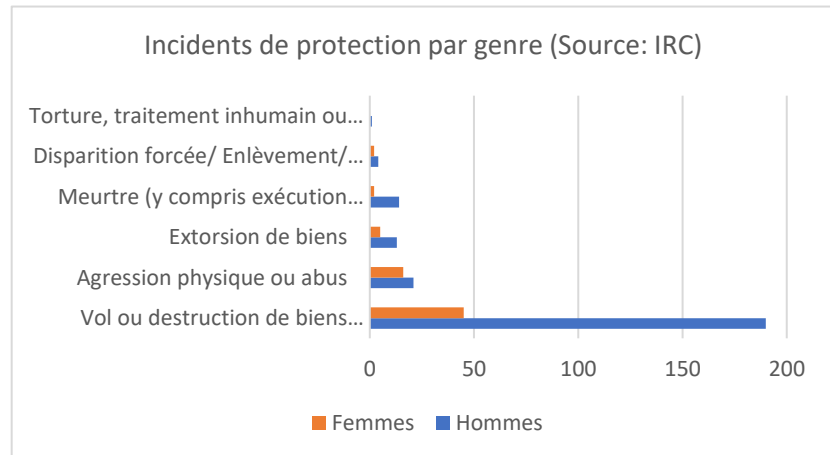


¹ Il faut noter que les statistiques sont basés sur la date à laquelle l'incident est rapporté et non celle à laquelle l'incident a eu lieu.



C'est la communauté hôte qui a été la plus touchée (59%) par ces incidents en raison des attaques répétées dans GANE dans les localités, notamment pour ce qui est de la destruction des biens personnels. Les personnes déplacées internes constituent 29% des victimes, principalement pour les incidents d'agression physique qui prennent place lors de leurs déplacements dans des zones peu sûres pour les activités champêtres ou la collecte du bois de chauffe. Seuls 13 des incidents rapportés auraient été commis par les forces de défense et de sécurité.

En termes de sexe, les hommes sont les plus touchés par les incidents (78%) car ils sont, traditionnellement, les propriétaires des biens du ménage. Les femmes ont été particulièrement exposées à la violence physique, notamment lors du travail d'entretien des champs ou la collecte de bois de chauffe.



Les incidents qui concernent les filles et les garçons sont rapportés

directement au domaine de responsabilité de protection de l'enfant qui après vérification, produit des rapports sur les violations graves des droits de l'enfant (voir analyse de décembre 2021).

De manière générale, la baisse des incidents de protection par rapport à décembre peut être attribuée à la réorganisation des partenaires en charge (voir ci-dessus), voir possiblement à l'accalmie de la situation sécuritaire dans le Logone Birni. Il faut noter toutefois qu'il n'y a pas de mécanisme de monitoring de protection mis en place suite à l'urgence et dans les zones affectées par les déplacements et retours forcés causés par le conflit intercommunautaire. Si l'évaluation conduite par le secteur protection semble indiquer que les incidents de protection parmi les PDI du Logone Birni sont peu nombreux, cela nécessite un suivi qui ne peut se faire que par un monitoring de protection si les financements devaient être disponibles.

Au cours du mois de Janvier, **137 incidents de violence basée sur le genre ont été rapportés par les acteurs de VBG y compris** dénis de ressources et d'opportunités (37%) ; agression physique (30%) ; viols (14%) ; violence psychologique (12%) ; agression sexuelle (4%) ; mariages forcés (3%). Parmi ces incidents, 73% sont perpétrés par les partenaires intimes. Ce mois-ci 100% des survivantes sont des femmes et des filles ; 8% sont des enfants. La population PDI est la plus touchée (48%) suivie par la population hôte (36%) et réfugiée (16%). Parmi les survivantes, 100% de cas ont bénéficié d'une assistance psychosociale. Seules 95% des survivantes de viol ont reçu une assistance médicale, parmi lesquelles seules 63% endéans les 72 heures qui ont suivi l'incident.

III. Les activités clés de la réponse

- 19, 109 personnes (dont 27% femmes et filles) sensibilisées sur la santé sexuelle et reproductive, les rôles positifs du genre, les compétences de vie et l'hygiène menstruelle
- 1,132 femmes et filles ont bénéficié d'activités psychosociales et d'orientation vers des espaces sûrs
- 1 545 kits de dignité distribués
- 3 011 enfants (46 % de filles) ont reçu un soutien psychosocial
- 33 enfants non accompagnés et séparés identifiés et pris en charge dans des familles d'accueil



- 1,200 personnes sensibilisées à la coexistence pacifique par le biais de sessions de dialogue communautaire, y compris la résolution pacifique des conflits
- 174 actes de naissance établis par jugement supplétif et 1 300 actes de naissance établis par procédure administrative de reconstruction.

Les activités clés présentées ci-dessus incluent la réponse à l'urgence du Logone Birni. La réponse d'urgence reste toutefois très limitée en raison du manque de financement dédié et du manque d'acteur de protection positionnés dans les zones affectées. L'urgence du Logone Birni appelle une réponse dans des zones qui ne sont pas des zones traditionnelles d'intervention des acteurs de protection et où les services de bases sont limités ou manquants, ce qui empêche également la mise en place de systèmes de référencement.

IV. Personnes à Besoins Spécifiques

En janvier, **63** adultes à besoins spécifiques ont été assistés avec une assistance matérielle ponctuelle par les acteurs de protection.

Messages clés

- **A l'Equipe Humanitaire Pays :**
 - **Soutenir et renforcer la coordination Nexus dans la planification et réponse aux risques de protection dans la région de l'Extrême Nord**
- **Aux bailleurs :**
 - **Soutenir le financement de la réponse d'urgence du Secteur Protection pour répondre à la crise du Logone Birni**

Pour plus d'information, Veuillez contacter:
Secteur Protection Cameroun, Elodie Lemal lemal@unhcr.org
AOR Protection de l'Enfance Cameroun, Barbara Jamar, bjamar@unicef.org
AOR GBV Cameroun, Carelle Nhake, nhake@unfpa.org